

Patronat et actionnaires décomplexés !

Quelques exemples de ce dont les directions d'entreprise en France sont capables : *Auchan*, appartenant à la famille *Mulliez* (50 milliards de fortune) supprime 2400 emplois. Dans le même temps, *Decathlon* va verser 1 milliard à son actionnaire, la même famille *Mulliez* ! Ce ne sera pas Noël pour tout le monde.

Michelin, qui prévoit plus de 3 milliards € de bénéfice en 2024, ferme deux usines à Cholet et Vannes, soit plus de 1400 salariés qui vont perdre leur travail !

Le groupe Stellantis, près de 19 milliards € de bénéfices en 2023, prévoit de fermer l'usine historique de Poissy et des milliers de salariés et d'intérimaires risquent de perdre leur emploi. Dans le même temps, le PDG Tavaréz, contraint de démissionner, va empocher des dizaines de millions d'euros de prime de départ...

La CGT tient une carte des plans sociaux en France. Des centaines de milliers d'emplois directs ou indirects sont menacés et dans de nombreux cas, les salariés s'organisent pour sauver leur emploi.

<https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/emploi/180-plans-de-licenciements-en-un>



Grève victorieuse chez SATYS

Bravo aux salariés de SATYS Nantes (sous-traitant d'Airbus) qui, après 3 semaines de grève ont obtenu des primes (caisson, d'équipe, d'intéressement...) et le volontariat sur les heures supp'... Une fois de plus, la solidarité est notre force et, par la lutte collective, tout devient possible. Quand les salariés sont unis, les directions n'ont d'autres choix que de céder aux revendications légitimes.



la cgt ADHÉREZ À LA CGT EN FLASHANT LE QR CODE => 

AIRBUS DEFENCE & SPACE



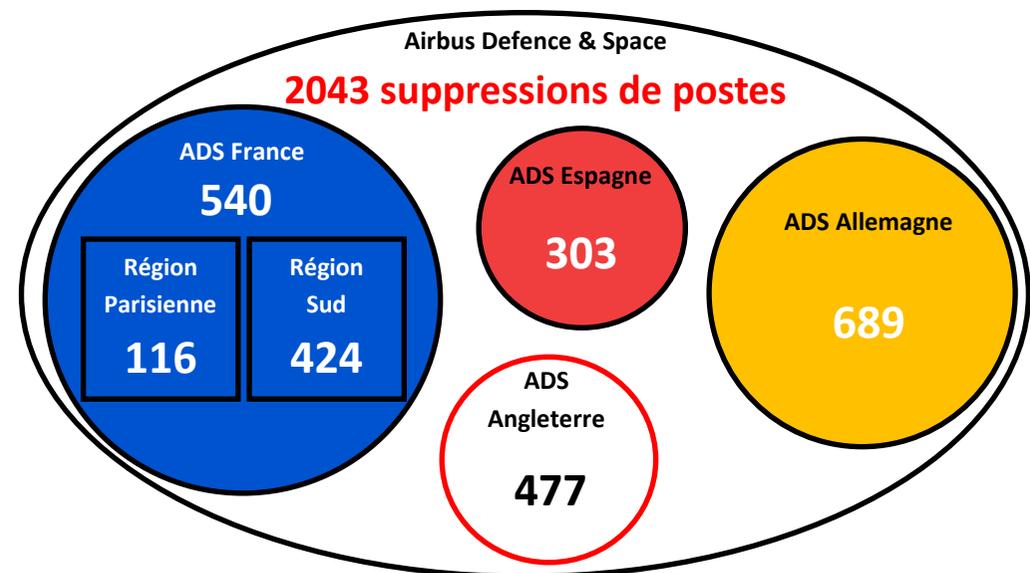
La direction a annoncé la répartition des suppressions d'emploi.

Elle doit encore annoncer comment ces emplois seront supprimés, soit via un plan de « sauvegarde de l'emploi », une rupture conventionnelle collective ou un plan de départs volontaires.



Le groupe Airbus bat chaque année des records de bénéfices et de distribution de dividendes, la division *Defence & Space* a un carnet de commande plein et le marché du spatial est en pleine expansion (une des sources en flashant le QRCode). Le principal problème est notre difficulté à produire certains satellites comme les *One SAT*. Nous avons besoin de tout le monde pour relever ce défi et investir dans nos outils de travail pour réussir cette mutation technologique, sans risquer une fois de plus l'épuisement professionnel.

Dans ces moments difficiles, nous devons être unis et refuser ces choix purement financiers. Il y a des alternatives, comme annuler le plan de rachat d'actions.



Supprimer des postes pour sous-traiter ?

La réorganisation TurnAround Space System, annoncée durant l'été laissait entendre l'augmentation de la sous-traitance, notamment dans l'ingénierie. Proton peut être une première étape pour atteindre cet objectif et « optimiser » la charge de travail des salariés.

Au cours d'une carrière, la charge de travail fluctue : parfois très élevée, parfois un peu plus basse. L'objectif de la direction c'est que tout le monde soit au minimum « chargé » à 100 %. Et quand il y a une hausse de la charge de travail, elle ne s'empêche pas de la faire passer à 120 % ou bien plus.

Pour la CGT, 100 % de charge de travail est un maximum. Être à 50% ou 80%, cela devrait permettre de réaliser des formations professionnelles, de travailler sur de la R&D, d'améliorer son environnement de travail.

Au contraire, la direction veut (re)faire le choix de la sous-traitance. Quand la charge de travail diminue, on met fin au contrat de sous-traitance.

Non, la précarisation de l'emploi n'est pas une solution. Être prestataire, c'est avant tout avoir moins de droit que les salariés d'un donneur d'ordre, souvent un salaire moins élevé, moins de congés, des prestations santé et de prévoyance plus faibles... C'est aussi un CSE avec des prestations moins avantageuses : demandez à vos collègues d'Airbus Protect !

La CGT n'est pas favorable à un système de sous-traitance généralisée et revendique l'embauche de tous les sous-traitants et l'internalisation complète de tous les services externalisés, comme la reprographie, le nettoyage, la restauration...

Licenciement ou pas ?

En CSE-C du jeudi 5 décembre 2024, la direction ne s'engage pas à ne pas licencier. La question reste donc toujours ouverte. En toute franchise, la CGT ne peut donc affirmer qu'il n'y aura pas de licenciement.

De nouvelles annonces sur les modalités de Proton seront faites début janvier.

Et de toute façon, licenciement ou pas, il y aura moins d'emplois au sein de la division Defence & Space. Nous serons donc moins nombreux, et c'est une très mauvaise nouvelle pour tous les salariés qui croulent sous le travail !

Les postes se sont mis en grève

Depuis l'annonce des 540 postes supprimés en France, la CGT a été contactée par l'ensemble des postes pour protester contre cette casse sociale. Combattant la résignation, ils se sont mis en grève. Pas dupés par le patronat des postes, ils savent bien que derrière ce plan se cache la suppression d'emplois par centaines. La peur de se retrouver surmené et sans salaire pour s'occuper d'eux est insoutenable. **Les postes appellent tous leurs salariés à se joindre à eux pour dire non à la suppression des postes et surtout des emplois...**

Ca bouge à Toulouse

Vendredi 6 décembre, des centaines de salariés se sont réunis devant l'entrée du site du Palays d'Airbus Defence & Space. Plusieurs députés et le maire de Toulouse étaient aux côtés des salariés pour dénoncer la politique sociale d'Airbus dans un groupe en très bonne santé et dans une industrie de pointe qui nécessite de préserver les savoir-faire.



Et ils ont raison ! Rappelons qu'en 2024, Airbus a versé plus de 2,2 Md€ dont 792 M€ de bonus parce que la trésorerie dépasse les 10 Md€. **Ce bonus correspond à la rémunération de plus de 8400 emplois** (salaire moyen brut annuel ADS Elancourt + cotisations patronales = 94 400 €). Cela vous révolte ? Nous aussi !

La grève des postes :

Pour faire comme eux, contactez la CGT !

